

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, je crois que le député est encore le critique de l'énergie pour le Nouveau parti démocratique. Je lui rappelle que la situation fiscale actuelle du secteur pétrolier est moins intéressante, par suite des changements apportés dans le budget, qu'elle ne l'était avant la conclusion de l'entente énergétique en octobre 1980. Nous avons veillé à ce que le secteur pétrolier et gazier soit traité au même titre que les autres secteurs de l'activité économique au Canada, sans discrimination aucune, et il a fallu pour cela supprimer certaines dispositions fiscales favorables au secteur en question, qui étaient en vigueur avant octobre 1980.

\* \* \*

### LES ALIMENTS ET DROGUES

#### L'INTERDICTION D'UTILISER LE CHLORAMPHÉNICOL POUR LE BÉTAIL

**M. Felix Holtmann (Selkirk-Interlake):** Monsieur le Président, je voudrais adresser cette question au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Comme cinq États américains, le Dakota du Sud, l'Iowa, le Nebraska, le Wisconsin et le Minnesota ont interdit l'importation de bétail et de viande en provenance du Canada à cause de l'utilisation de chloramphénicol au Canada, le ministre peut-il nous dire quelles mesures le gouvernement compte prendre pour que les agriculteurs canadiens puissent de nouveau vendre leurs produits aux États-Unis?

**L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Monsieur le Président, nous avons tous été navrés d'apprendre l'interdiction prononcée dans ces cinq États à cause de l'utilisation de chloramphénicol. Selon moi, il s'agit d'une forme de barrière non douanière. Je crois que le gouvernement partage cet avis, mais nous avons déjà prévu une période de révision de 60 jours. Jeudi dernier, le cabinet a signé un décret, mais avant de l'annoncer, nous avons attendu la décision rendue hier par le département du Commerce des États-Unis. En raison des difficultés qui en résulteraient pour les producteurs canadiens, nous avons décidé que des mesures immédiates s'imposaient. Je vais donc interdire provisoirement l'utilisation et la vente de chloramphénicol pour les animaux de boucherie.

\* \* \*

### LA CHAMBRE DES COMMUNES

#### PRÉSENCE DANS LA TRIBUNE DU MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES DU NOUVEAU-BRUNSWICK

**M. le Président:** Puis-je vous interrompre pour vous signaler la présence, dans notre tribune, de M. Yvon Poitras, le ministre des Affaires municipales du Nouveau-Brunswick.

**Des voix:** Bravo!

### Questions orales

#### LES PENSIONS

##### ON DEMANDE L'ANNULATION DE LA DISPOSITION BUDGÉTAIRE

**Mlle Aideen Nicholson (Trinity):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au très honorable premier ministre. Puisqu'il a promis en juillet dernier la pleine indexation des pensions de vieillesse au coût de la vie et qu'il a ensuite promis en novembre que toute économie réalisée grâce au remaniement des mesures sociales universelles servirait à aider les nécessiteux, le premier ministre respectera-t-il ces deux promesses et demandera-t-il à son ministre des Finances de ne pas mettre à exécution son projet de soutirer 1.6 milliard de dollars aux pensionnés canadiens?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, mon honorable collègue pose une excellente question. Il n'y a pas le moindre doute, à mon avis, que tous les députés voudraient faire plus pour aider les personnes âgées et les handicapés. Nous avons pris bon nombre d'initiatives depuis notre arrivée au pouvoir pour accorder l'allocation au conjoint à d'autres catégories de pensionnés, étendre la définition d'invalidité, et ainsi de suite.

Comme elle s'y connaît très bien en questions financières, mon honorable collègue reconnaîtra volontiers, je pense, que les sommes nécessaires pour combler le déficit constituent une grave menace pour les mesures sociales du Canada. Ce que nous avons essayé de faire, c'est de faire le premier pas, mais nous voulons le faire le plus équitablement possible. Voilà pourquoi nous n'avons pas agi à la hâte à cet égard et pourquoi la mesure sera instaurée en janvier prochain et entrera en vigueur en avril 1986, afin de nous donner assez de temps pour écouter mon honorable collègue et surveiller la situation économique de façon à . . .

**M. le Président:** Sauf tout le respect que je dois au premier ministre, la question était très brève.

##### ON DEMANDE AU PREMIER MINISTRE DE REVENIR SUR SA DÉCISION

**Mlle Aideen Nicholson (Trinity):** Monsieur le Président, ce n'est pas en enlevant de l'argent aux consommateurs qu'on réduira le déficit. Cela ralentira la croissance et augmentera le chômage. Même *The Wall Street Journal*, qu'admirent tellement les députés d'en face, a dit que le budget canadien était une recette pour une catastrophe économique.

● (1450)

Comme le premier ministre a souvent parlé d'une société compatissante, et je suis certaine qu'il était sincère, puis-je lui rappeler que dix groupes, représentant un million de personnes âgées du Canada, ont demandé . . .

**M. le Président:** Je signale respectueusement à la députée qu'elle fait précéder sa question supplémentaire d'une bien longue entrée en matière. A-t-elle une question à poser?

**Mlle Nicholson (Trinity):** Oui, monsieur le Président. Puisque dix groupes, représentant un million de personnes âgées du Canada, ont affirmé que la mesure s'attaque à la société compatissante qu'ils ont aidé à bâtir, le premier ministre reviendra-t-il sur sa décision?